

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

# **Comment (ré)aimer politiquement des particules élémentaires ?**

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : lundi 9 juillet 2007

---

**Revue du Mauss permanente**

---

**Les réflexions qui suivent ont été inspirées par l'article d'Alain Caillé *La fin du politique ?* publié le 9 juillet.** Alain Caillé diagnostique *l'apparition d'un tout autre régime du politique en phase avec une mutation radicale de nos sociétés soumises à un régime de parcellisation généralisée et qui ne peuvent donc plus tenir ensemble que par la mise en scène de quelques aimants médiatiques, seuls à même de polariser temporairement les particules élémentaires.* Et il conclut : *Et à Gauche, quelles perspectives ? Tout le monde parle de la nécessité de refonder son logiciel. Tâche urgente en vérité, mais qui n'aura quelque chance d'aboutir que si elle prend d'abord toute la mesure de l'éclatement de notre monde social en parcelles soumises à un mouvement de plus en plus brownien .*

En adhérant à ce diagnostic, je voudrais prolonger la réflexion sur les *capacités d'aimantation* de la Gauche. Il me semble que si, dans ce régime de parcellisation, une aimantation *médiatique* peut suffire à la Droite, c'est qu'elle est hégémonique culturellement. Mais pour lui contester cette hégémonie, la Gauche ne peut se contenter de lui disputer l'attention des médias. Elle a un territoire idéologique et politique à reconquérir, pour retrouver une capacité d'aimantation perdue. Je propose à la discussion quelques pistes pour contribuer à cette reconquête.

**1 Réintroduire une dimension holiste dans le champ idéologique, pour équilibrer le pôle individualiste-utilitariste.**

**2 Actualiser les fondamentaux de la Gauche, c'est d'abord les retrouver.**

**3 Identifier les valeurs communes qui peuvent définir une Gauche européenne.**

**4 Définir des "marqueurs" politiques, retrouver de vraies lignes de clivage avec la Droite**

---

**1 Réintroduire une dimension holiste dans le champ idéologique, pour équilibrer le pôle individualiste-utilitariste**

La démarche du MAUSS est en elle-même une contribution à la relégitimation d'un point de vue de Gauche aujourd'hui, par sa tentative de construire une alternative "anti-utilitariste" (ou "méta-utilitariste"). D'autres que moi sont plus qualifiés pour développer ce point de vue. Quelle que soit la sensibilité de Gauche dans laquelle on se reconnaît, la grande difficulté d'une entreprise de relégitimation réside dans le fait que le référentiel même de la critique du capitalisme a disparu avec l'effondrement du communisme qui, tel un continent englouti, ne laisse pas le moindre héritage à revendiquer, du moins pour le moment. Même pas celui de contre-modèle, dont un socialisme démocratique saurait éviter les erreurs. La place du contre-modèle est déjà prise, c'est le capitalisme libéral, antithèse triomphante. Qu'est-ce qu'être anti-capitaliste aujourd'hui ? Il y a sans doute plusieurs ébauches de réponses, mais aucune n'a le caractère d'alternative globale qu'avait le socialisme. Dire aujourd'hui qu'*"un autre monde est possible"*, ne se réfère plus à un au-delà bien défini du capitalisme. Dans le camp libéral, en revanche, le référentiel est bien vivant, même s'il peut rester implicite : la Providence divine a dicté les règles du jeu (droit de propriété, libre concurrence). C'est apparemment la victoire totale de Locke sur Rousseau : le droit de propriété comme droit naturel - c'est à dire d'inspiration divine - et non pas simple convention sociale pouvant être abolie ; mais aussi le gouvernement modéré par l'équilibre des pouvoirs, et non le puissant mouvement du peuple (des masses) exprimant la volonté générale. D'où la force idéologique de ceux qui, comme Sarkozy, importent des "modules idéologiques" tout prêts, au détail et sans grand souci de cohérence globale, car ils s'adosent au modèle

dominant.

La laïcité mise en question illustre bien cela : si nous voulons actualiser les "fondamentaux" idéologiques de la Gauche pour notre époque, les enchères sont déjà très hautes.

Lorsque Sarkozy écrit dans un de ses livres (en substance) que la République ne suffit pas à produire des valeurs et que la religion est indispensable pour cela, il fait un pas hors du cercle républicain, sans qu'une réplique puisse s'articuler immédiatement (du moins à ma connaissance).

Si nous relisons les débats parlementaires de 1905, autour de la loi de séparation des églises et de l'état (facilement accessibles sur Google) nous pouvons constater ce qu'était la force idéologique des laïques, et la vigueur de leurs arguments contre les cléricaux. Aujourd'hui, à l'inverse, la dernière occasion de débattre sur la laïcité (la loi sur le voile) a montré la faiblesse idéologique du camp laïque. Les arguments en faveur de la loi étaient en fait pour l'essentiel des arguments de défense de la société française contre la menace islamiste (défense certes légitime, mais qui est autre chose qu'une défense de la laïcité). Bref, il n'est pas si évident que cela de dire clairement ce que c'est qu'être laïque aujourd'hui en France. Les positions les plus entendues (celles de Pena-Ruiz par exemple) me semblent construites sur une idéalisation rétrospective de la loi de 1905 (considérée comme la victoire d'un principe universel face à toutes les églises, alors qu'elle a été en fait un compromis pragmatique passé avec UNE église, qui ne pouvait se concevoir autrement qu'hégémonique). Comment penser aujourd'hui la laïcité dans une société comprenant plusieurs millions de citoyens "musulmans" - religieusement ou culturellement - c'est une des questions sur lesquelles la Gauche doit pouvoir actualiser son discours. Notre système laïque républicain aménage l'espace public en faisant de la religion une variable contingente : ce système est supposé fonctionner avec ou sans religion. Mais la querelle sur le voile à l'école laisse voir des limites à cette contingence de la religion. Notre laïcité se trouve sur la défensive, à l'intérieur comme à l'extérieur de la société française : pas seulement face aux attaques des fondamentalistes religieux, mais aussi face à d'autres modalités de la sécularisation et de la séparation des églises et de l'état : des modèles dans lesquels la religion n'est pas contingente mais implicitement ou explicitement intégrée au système. Des positions comme celles de Sarkozy indiquent bien cette tendance.

### **2 Actualiser les fondamentaux de la Gauche, c'est d'abord les retrouver.**

Retrouver ces fondamentaux, c'est reprendre le fil d'une tradition historique du socialisme, rompu par la révolution d'octobre 1917 et, chez nous, par le congrès de Tours en 1920, qui a durablement marginalisé le socialisme démocratique (et libéral !). (Symboliquement, le PS pourrait tenir un "congrès de Tours à l'envers" pour réintégrer le PCF, dont la légitimité comme parti indépendant a perdu tout fondement idéologique. Mais ceci n'est pas de notre ressort...)

Lorsque nous sollicitons notre mémoire historique pour invoquer les grandes heures de la Gauche, que nous vient-il ? Les années Mitterrand ? (mais qu'en reste-t-il ?) Les "acquis du Front populaire" ? (mais il est trop clair aujourd'hui - en lisant *L'étrange défaite* de Marc Bloch par exemple - que ces acquis ont masqué la faillite réelle de la gauche de l'époque.) La Résistance ? (elle a sauvé l'honneur, mais elle n'était pas en elle-même "de gauche") Plus loin encore, la Commune de Paris, référence mythique pour l'extrême gauche ? (mais quel désastre, humain et politique, pour plusieurs générations.)

Qu'on me comprenne bien. Il ne s'agit pas là d'une fixation passéiste, masochiste ou nostalgique, mais de la constatation d'une discontinuité, qui fait de la Gauche aujourd'hui une *orpheline idéologique*. Discontinuité dans la conscience historique et dépossSESSION de soi-même, c'est ce qui caractérise la situation des dominés. En face, au contraire, la vision du monde des "dominants" s'est consolidée avec une continuité impressionnante. Ils peuvent - de bonne foi - croire à leur double victoire, contre le fascisme (triomphe de la liberté) et le communisme (triomphe de la propriété privée). Mais cela va beaucoup plus loin. Pour comprendre la force subjective de ce point de vue, il suffit de

se mettre mentalement à la place d'un membre de l'establishment britannique supposé parfaitement "self conscious" (je veux dire conscient de sa position dans l'Histoire). On peut alors se dire que l'on a constamment été *du bon côté* - et victorieux - depuis deux cents ans. Songeons que dans l'esprit de Bush et de Blair (et dans l'esprit de beaucoup de ceux qui les suivent), des mots comme "alliés", "coalition", "nations unies", de même que "libre entreprise" et "libre-échange", évoquent une continuité historique totale face à une série d'adversaires vus dans la même perspective, depuis Napoléon jusqu'à Saddam Hussein et Ben Laden, en passant par Guillaume II et Hitler !

Il me semble que le dépassement de cette coupure historique fait partie des conditions nécessaires pour que la Gauche puisse recouvrer une capacité d'"aimantation" idéologique, et fonder ses propositions politiques sur des principes explicitement revendiqués. Or c'est loin d'être le cas aujourd'hui. A une question comme : *"était-ce une bonne idée de nationaliser les grandes entreprises en 1981 ?"* la réponse ne fait pas consensus à gauche, alors que le recul historique devrait le permettre.

Les MAUSSiens ont déjà apporté leur contribution à cette "archéologie" nécessaire à toute refondation, en ravivant l'intérêt pour des auteurs comme Pierre Leroux. Quelle synthèse en tirer pour aujourd'hui ? Je n'ai pas pu y regarder de près pour l'instant, et je serai intéressé par ce que d'autres pourront en dire.

Revisiter les débats idéologiques du socialisme français n'a pas qu'un intérêt historique. Il est très instructif de relire les textes polémiques de Marx, Proudhon, Say, Walras, etc. Ils font étonnamment écho aux débats d'aujourd'hui sur la mondialisation, la décroissance, l'écologie politique, la réduction des inégalités.

Ils permettent de mieux comprendre pourquoi le "socialisme libéral" de Walras est resté à ce point minoritaire en France. Il existe dans cet esprit une étonnante conférence de Michel Rocard. (Si le document audio est disponible, il serait peut-être à mettre en ligne.) Rocard s'interroge sur la tradition "guesdiste" dominante dans la gauche française (pour aujourd'hui, il pense à Emmanuelli, Mélenchon, etc.) et il l'interprète comme une conséquence lointaine de la liquidation des meilleurs cadres du mouvement ouvrier avec la défaite de la Commune de Paris !

### 3 Identifier les valeurs communes qui peuvent définir une gauche européenne.

Il n'est pas évident de dire aujourd'hui ce que signifie *"être de Gauche"* aujourd'hui en Europe, alors que cela allait presque de soi jusqu'aux années 70. Les peuples d'Europe, et avec eux l'essentiel de la Gauche organisée, ont rejeté avec une quasi-unanimité la guerre américaine en Irak. Il y avait là comme l'expression d'une sensibilité politique commune, saluée notamment par Dominique Strauss Kahn. À l'inverse, partis de Gauche et syndicats ont divergé sur le TCE. Et cette divergence n'exprimait pas seulement une adhésion à des modèles sociaux différents, mais aussi une vision différente de la souveraineté nationale. Une grande partie de la Gauche française s'illusionne, par exemple, en croyant sa vision de l'"Europe sociale" partagée par des courants significatifs dans d'autres pays. En matière de laïcité, les partis de Gauche articulent des réponses différentes selon le mode de sécularisation propre à leur pays : il existe non pas un mais plusieurs modèles de laïcité. Etc.

Mais des choix politiques qui se veulent de Gauche (sur la question du voile, par exemple) ne peuvent se baser sur des positions de principe purement nationales ...

Bref, il ne serait pas inutile de poser naïvement à nos interlocuteurs en Europe, MAUSSiens ou non, la question : *"c'est quoi, aujourd'hui, être de Gauche en Allemagne, en Grande Bretagne, en Italie, en Espagne ?"*

De même que notre laïcité est une modalité de la sécularisation, de même nous devons admettre dans notre conscience de citoyen européen qu'une monarchie parlementaire est aussi légitime qu'une république, et nous demander ce que peut signifier être de Gauche dans une monarchie : cela implique-t-il d'être républicain ?

Plus profondément, une perspective européenne nous invite à remanier notre conscience nationale. Elle nous offre un espace mental extraordinairement stimulant pour retrouver l'enthousiasme, une "cité" nouvelle dans laquelle cesse d'être vraie la formule de Clemenceau : *"la Révolution française est un bloc"*. Dans la cité européenne, la Révolution française n'est plus un "bloc". On peut - sans cesser de se penser de gauche - reconnaître que 1789 n'impliquait pas nécessairement 1793, que d'autres modalités historiques ont pu réussir, et admettre que les citoyens des monarchies qui se sont maintenues en Europe vivent dans des pays au moins aussi démocratiques que le nôtre. Ce qui m'avait profondément gêné dans la campagne pour le non au TCE, c'était la constante projection du "modèle républicain" au plan fédéral : étendard de l'"Europe sociale", alerte sur la "laïcité menacée", appel à une "vraie Constituante" (ce qui revenait à supposer déjà construite la communauté nationale à construire !). Même si la question ne se pose plus aujourd'hui dans les mêmes termes, cet épisode me paraît avoir valeur de symptôme. Une "Gauche" qui fonde son discours sur des présupposés purement nationaux (je parle du corps de doctrine, pas des intérêts défendus, qui sont légitimement nationaux) ne peut avoir qu'une faible capacité d'attraction face à une Droite qui s'adosse à un modèle mondialement dominant. Et si attraction il y a tout de même, est-elle encore de Gauche ? Voyez comme un chevéeniste peut facilement passer au sarkozysme, ce qui indique bien que l'aimantation politique qu'exerce Sarkozy est plus "bonapartiste" que libérale ...

### 4 Définir des "marqueurs" politiques, retrouver de vraies lignes de clivage avec la Droite

Deux exemples.

## La question des services publics

Les débats d'aujourd'hui sur les services publics se construisent sur des présupposés flous : défendre les services publics, est-ce défendre avant tout la mission de distribution de biens publics hors de la sphère marchande, ou défendre avant tout l'emploi public, le "secteur public", c'est à dire la situation d'un ensemble de salariés à l'abri des rapports marchands codifiés par le CDI ? L'emploi public semble être, aux yeux de beaucoup, consubstantiel à la République, et l'"appropriation collective des moyens de production" reste un horizon implicite : à l'écoute attentive des débats dans la gauche française, il me semble que prévaut toujours le présupposé selon lequel il est "mieux" d'être salarié par l'Etat, pas seulement en termes utilitaristes, mais d'un point de vue axiologique : la norme implicite à laquelle se réfèrent les luttes contre la précarisation du travail, ce n'est pas le CDI mais les statuts du secteur public. Il en était de même en 1995, à l'arrière-plan des grandes grèves pour la défense des acquis sociaux. (Je n'ai pu retrouver le texte de l'"Appel" lancé par Bourdieu en 1995, mais je me souviens de sa pointe contre l'"Appel d'Esprit" : *"quand la deuxième gauche rejoint la première droite"...*)

Le problème est que le référentiel alternatif sur lequel se construit implicitement le discours de gauche sur l'emploi, a disparu. En 1946, lorsque les statuts de la fonction publique et des entreprises publiques ont été créés, il y avait un large consensus sur leur légitimité, soit pour garantir la loyauté républicaine des agents de l'Etat (mise à mal au cours des années précédentes), soit comme préfiguration d'un avenir socialiste basé sur la propriété collective (la Régie Renault comme "entreprise témoin"). Qu'en est-il aujourd'hui de ce consensus ? L'indétermination sur les nationalisations de 1981 me paraît être un symptôme parmi d'autres d'un flou sur les valeurs qui structurent la Gauche française aujourd'hui. L'effet en est, par exemple, la faiblesse de la contestation par la Gauche des privatisations irresponsables décidées par la Droite, alors même qu'il y a des arguments bien plus forts aujourd'hui pour maintenir dans le secteur public les entreprises du secteur de l'énergie ! Seulement voilà, ces arguments ne sont pas les mêmes que par le passé, et ils ne font pas clairement clivage avec la Droite ... Le débat ne serait-il pas plus clair si l'on ne confondait pas le contrôle de l'Etat sur les biens publics au nom de l'intérêt général - pour lequel le consensus se maintient - et le statut des salariés de l'Etat hors du droit commun - ce qui ne se justifie plus comme principe général mais devrait dépendre de la nature des missions ?

La grande majorité des Français demande plus de services publics, et de meilleure qualité. Parmi tous ceux-là, la plupart n'imaginent pas que des services publics dignes de ce nom puissent être assurés autrement que par des salariés de la Ville ou de l'Etat. (Un élu local parisien, par exemple, me disait un jour que les taxis ne pourraient devenir un service public que si les chauffeurs étaient salariés de la Ratp...)

Bon. Admettons qu'un consensus là-dessus nous rassemble. Mais alors, en quoi cela implique-t-il que les salariés du public aient un statut différent des autres ? Personne ne répond vraiment à cette question, et cela permet à de vrais adversaires du service public (minoritaires dans l'opinion) de marquer des points en promettant de supprimer les régimes spéciaux, d'instaurer un service minimum, etc.

Lorsqu'on propose de s'inspirer du modèle scandinave, on néglige complètement ceci : la Suède, qui a des services publics au moins aussi développés que les nôtres, et au moins aussi efficaces, a supprimé sa fonction publique, c'est-à-dire le statut des fonctionnaires : les agents de l'état peuvent être très nombreux, mais ce sont des salariés comme les autres. Et qui osera dire que le modèle social suédois est inspiré par l'ultra-libéralisme ?

Autre ambiguïté ravageuse : lorsque les salariés du public se mettent en grève, on ne sait pas toujours si c'est contre leur employeur ou contre le gouvernement, car l'Etat porte les deux casquettes. Cette équivoque entretient la méfiance et aiguise le ressentiment. Elle devrait poser problème à la Gauche comme à la Droite. La question d'un service minimum ou d'un dispositif d'alerte sociale est donc une vraie question. C'est la façon d'y répondre qui sera de Droite ou de Gauche. Refuser d'en entendre parler, c'est se placer du point de vue d'une partie seulement des salariés, et non pas du point de vue de tous ceux qui peuvent attendre quelque chose de la Gauche.

## La fiscalité

Si Laurent Fabius a eu le sens tactique de piéger la Droite sur ses projets de TVA sociale, il reste que les positions de fond de la Gauche en matière fiscale ne sont plus claires du tout. Il me semble pourtant que, s'il est une ligne de clivage qui reste pertinente aujourd'hui, c'est bien l'affirmation que l'impôt progressif est préférable à l'impôt proportionnel. C'est ce que François Hollande a tenté de rappeler au début de la campagne présidentielle, et le trouble qui s'en est suivi laisse penser que le PS n'a plus de position de principe là-dessus... On peut très bien accepter un plafonnement du taux de prélèvements obligatoires dans le pays (compromis avec l'économie de marché) sans céder sur la façon dont la charge de ces prélèvements est répartie entre les citoyens du pays. Et l'on peut trouver dommage que les socialistes aient laissé la TVA devenir progressivement la première ressource fiscale, malgré l'instauration par Rocard de la CSG. On peut, c'est du moins mon cas, trouver déjà scandaleux qu'avec une TVA à 19,6%, une mère de famille Rmiste paye 2,5€ chaque fois qu'elle dépense 15€ pour acheter à son enfant une paire de chaussures au premier prix. Parler de *"revaloriser les minima sociaux"* avec une telle fiscalité me semble frôler l'humour noir. De même, l'instauration d'un *"revenu minimum citoyen"* n'a de sens, me semble-t-il, qu'avec la réhabilitation de l'impôt progressif qui seul peut générer des ressources à redistribuer.

Concernant la TVA sociale, il est symptomatique aussi que le débat n'ait pas vraiment lieu.

"On" nous sert toujours les mêmes arguments de bon sens pour nous vendre la TVA sociale : il serait mieux de fiscaliser les cotisations sociales plutôt que de les faire peser sur le coût du travail (d'accord) et ce serait bien de faire contribuer les importations à ces mêmes cotisations en imputant celles-ci sur la TVA (d'accord aussi). Mais cela serait tout aussi vrai avec une TVA à 15% ! Personne ne nous explique en quoi cela implique d'augmenter le taux de TVA, plutôt que de compenser, en augmentant les autres impôts, le manque à gagner pour le budget général de l'état qu'entraînerait l'affectation de la TVA aux cotisations sociales. Autrement dit, sous ces raisons de bon sens, il s'agit de vendre en contrebande une augmentation de la TVA, en escamotant le vrai débat : en quoi l'impôt indirect

proportionnel serait-il préférable à l'impôt direct progressif ?

La faiblesse de la Gauche dans ce débat, c'est qu'elle est incapable de contre-argumenter à ce niveau, se contentant d'alerter les Français sur une partie seulement du problème (la hausse probable des prix.)

La fiscalité et les services publics, s'ils ne sont pas les seuls thèmes importants, me semblent être des pierres de touche pour apprécier la vocation de la Gauche à représenter non seulement les salariés à statut ou en CDI, mais aussi ceux qui ne trouvent pas à vendre leur force de travail, et ceux qui n'ont même plus de force de travail à vendre !